



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Philippe POUTOU, SEUL OUVRIER CANDIDAT

Pour dire que tout va dépendre de nos mobilisations pour dégager ceux qui possèdent tout et reprendre tout ce qui nous appartient

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 23 MARS 2017

Ils sont bien onze à avoir franchi l'obstacle des 500 parrainages pour participer à la présidentielle de 2017.

Pourtant, lundi soir, en n'invitant à débattre que les cinq qu'elle désigne comme les « principaux candidats », TF1 n'a pas attendu le verdict des urnes pour faire son tri entre « petits » et « grands » candidats.

Des « grands » candidats, mais sans « grandes » idées

Alors que le chômage reste la préoccupation majeure des classes populaires, Fillon et Macron ne proposent pas la guerre au chômage, mais la guerre aux chômeurs. Ainsi, Fillon – expert des emplois présumés fictifs – veut instaurer une dégressivité des allocations chômage au bout de six mois.

Quant à l'ex-banquier Macron, il veut contraindre tout chômeur à accepter n'importe quel poste après deux offres, même s'il est payé 25% de moins que son emploi précédent.

De son côté, la fille du milliardaire Le Pen prétend parler au peuple, mais seulement pour distiller son poison raciste. Pour elle, le chômage serait dû aux immigrés.

Comme si c'était eux qui fermaient les entreprises et licencieraient à tour de bras, même celles qui font des profits. Mais au nom de sa « préférence nationale », elle a choisi son camp et de diviser les travailleurs entre eux plutôt que de s'attaquer aux patrons.

Cela va à l'opposé de la solidarité qui serapourtant indispensable pour que les travailleurs puissent inverser le rapport de force en leur faveur.

De leur côté, Hamon et Mélenchon espèrent réduire le chômage avec un plan de relance de 100 milliards. Mais sans toucher au pouvoir des capitalistes de licencier ou de supprimer des emplois.

Philippe Poutou, Candidat anticapitaliste et révolutionnaire

Philippe Poutou est candidat à l'élection présidentielle. Ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, il mène de front cette campagne et la lutte avec ses collègues de travail pour le

maintien du millier d'emplois que compte son usine, menacée de fermeture.

Et justement, notre campagne veut populariser ce que nous défendons au quotidien sur nos lieux de travail, d'étude ou dans nos quartiers.

Pour stopper le chômage, il faut interdire les licenciements et partager le travail entre tous, c'est à dire diminuer le temps de travail sans perte de salaire autant qu'il le faudra pour que chacun et chacune ait un emploi.

Les 76 milliards de bénéfices accumulés par les entreprises du CAC 40, en 2016, permettraient de financer 2 millions d'emplois.

Il faut augmenter les salaires et les pensions de 300 € net par mois et fixer le SMIC à 1 700 € net par mois. Et ce n'est certainement pas à ceux qui peuvent se faire offrir pour 48 500 € de costumes de luxe de nous expliquer que c'est utopique : c'est le strict minimum pour vivre dignement.

Pour en finir avec la logique de la concurrence et du profit qui détruit les services publics, casse les droits des salariés et met en danger la planète, il faut réquisitionner les banques et les grandes entreprises.

Il faut mettre sous le contrôle des travailleurs les grandes entreprises pour décider de ce qui doit être produit et comment.

Imposer cette politique par les mobilisations

Le patronat ne sera pas d'accord ? Alors, ce n'est par les urnes, mais dans la rue, par la construction d'immenses mobilisations, par la préparation d'un mouvement d'ensemble – qu'il s'agit de préparer dès maintenant – qu'il faudra leur arracher l'application de ce programme.

C'est le sens de l'appel lancé par plusieurs syndicats CGT (Info Com, Goodyear, Energie Paris) et Sud Poste 92, rejoints par d'autres syndicats et collectifs militants, pour reprendre la rue et manifester à Paris, place de la République, dès le 22 avril, la veille du premier tour de l'élection présidentielle.

C'est aussi le sens que nous voulons donner aux votes pour Philippe Poutou, pour montrer au prochain gouvernement que nous ne nous laisserons pas faire !

LA COURSE AUX PROFITS, C'EST LA POLLUTION DES POLLUTIONS

Comme Volkswagen avant lui, Renault est maintenant accusé d'avoir triché avec les résultats des tests antipollution depuis 25 ans. Près de 900 000 voitures seraient concernées.

Renault ne conteste pas que la pollution réelle de ses voitures dépasse largement ce qui est affiché pour les consommateurs et mesuré dans les tests officiels. Mais il se contente de répéter que son enfumage, en rusant avec les règles, est légal. Et Renault se réfugie dans le secret qui permet de couvrir toutes les magouilles.

Mais le vrai scandale, celui dont personne ne parle, c'est que cette tricherie est le produit de la course à la rentabilité, au mépris de la santé publique et des conditions de travail des salariés mis en cause. Les dirigeants de Renault ont délibérément sacrifié les investissements pour des dispositifs plus sûrs au nom de la seule loi du profit. Résultat, les dividendes qu'il versera à ses actionnaires augmenteront de 31%, pour un montant de près d'un milliard d'euros.

Il y en a assez de leurs magouilles et de leurs secrets qui les enrichissent, qui puent et qui tuent !

LA GOUVERNEMENT COUVRE RENAULT

Le gouvernement français, actionnaire de Renault à hauteur de 20 % de son capital, reste silencieux devant les errements de Renault, pourtant dénoncés par sa propre administration. En visite à Cléon, Hollande n'avait pas hésité à déclarer que « *en réalité, ce qu'on appelle des contraintes écologiques, ce sont des leviers pour l'industrie française. Et c'est ce que vous avez parfaitement compris ici, c'est à dire que vous avez fait de ce qu'est l'objectif pour nous tous - qu'il y ait moins de pollution – puisse être aussi un argument de vente et donc de production et d'emploi.* »

Preuve que les exigences du patriotisme économique l'emportent sur les paroles de la COP 21. Silence également du côté de la plupart des candidats à l'élection présidentielle, même lorsqu'ils se piquent d'écologie. En réalité, de Le Pen à Macron en passant par Fillon, ils font leur campagne électorale au nom du « patriotisme économique », en clamant qu'il faut être solidaires des patrons français, défendre et promouvoir l'industrie nationale. Autant de cocoricos tellement profitables aux Carlos Ghosn, Dassault, à la famille Peugeot, à Bouygues et aux autres...

CE SONT LES FRAUDEURS QU'IL FAUT CONDAMNER

La semaine dernière, la Cour d'appel de Luxembourg a condamné les lanceurs d'alerte de Luxleaks : Antoine Deltour à 6 mois de prison avec sursis et 1 500 € d'amende ; Raphaël Halet à 1 000 € d'amende. Leur « crime » : avoir révélé l'évasion fiscale à grande échelle pratiquée par des multinationales, via le Luxembourg. Cette condamnation est un scandale. Les lanceurs

d'alerte ne sont pas des criminels. Ce sont les fraudeurs qui devraient être condamnés.

Selon un rapport du syndicat Solidaires-Finances publiques, les différentes formes d'évasion et de fraude fiscale couteraient à la France entre 60 et 80 milliards d'euros par an. Plus que les 60 milliards du déficit du budget de l'état français en 2016, au nom duquel gouvernements de droite ou de gauche mènent des politiques d'austérité. Mais la lutte contre la fraude fiscale est loin d'être une priorité des gouvernements.

Pour la combattre efficacement, il faudrait mettre fin au secret bancaire et interdire toute transaction avec un paradis fiscal. Mais pour en avoir les moyens, il faudrait exproprier le secteur bancaire. Et donc faire le choix de s'affronter aux privilégiés, sans faire confiance aux institutions et dirigeants politiques de la bourgeoisie.

QUAND LE FRONT NATIONAL TEND LE BRAS

Un reportage de l'émission « Envoyé spécial », diffusé sur France 2, a rappelé ce qu'est profondément le Front national : un parti raciste, ennemi des travailleurs.

Croix gammées, saluts nazis, blagues antisémites, les proches de Marine Le Pen ne sentent pas meilleur que ceux du père. Parmi eux, trois anciens du Groupe Union Défense (GUD, un groupuscule néo-nazi), qui tiennent aujourd'hui les cordons financiers du FN.

NOS VIES, PAS LEURS PROFITS

Réunion

Publique

NPA

avec Philippe POUTOU

ouvrier - candidat anticapitaliste

JEUDI 6 AVRIL

20H00

ROUEN

HALLE AUX TOILES

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique